

ASSEMBLÉE NATIONALE

28 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

| | |
|--------------|--|
| Commission | |
| Gouvernement | |

AMENDEMENT

N° II-233

présenté par

Mme Spillebout, M. Fait, M. Frébault, Mme Lingemann, Mme Josso, Mme Bergé et Mme Rauch

ARTICLE 42**ÉTAT B****Mission « Médias, livre et industries culturelles »**

| |
|--|
| Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité |
|--|

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

| Programmes | + | - |
|---------------------------------|----------|----------|
| Presse et médias | 300 000 | 0 |
| Livre et industries culturelles | 0 | 300 000 |
| TOTAUX | 300 000 | 300 000 |
| SOLDE | 0 | |

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à flécher 300 000 euros en AE et CP du programme « Livres et industries culturelles », action n° 1 « Livre et lecture » vers le programme « Presse et médias », action n° 5 « Soutien aux médias de proximité ».

Le présent amendement vise à renforcer les moyens des Tv Locales. Ces médias d'information sociale de proximité, citoyens et participatifs, contribuent à la vigueur du débat démocratique en

donnant la parole aux habitants des territoires, urbains et ruraux, et en favorisant son partage dans l'espace public. Dynamiques mais précaires, souvent nouveaux et de petite taille, ces médias agissent à destination des jeunes dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, ou encore dans les zones rurales à revitaliser. Ils apportent ainsi une contribution essentielle au lien social sur les territoires, et participent en outre à la valorisation et au changement d'image de ces territoires.

Aussi, nous souhaitons renforcer le soutien aux médias de proximité de 300 000 € pour le porter à un total d'un peu plus de 2,1 million d'euros. Tel est l'objet du présent amendement.

Cette baisse vise uniquement à respecter les règles de recevabilité et les auteurs de cet amendement n'ont aucune intention de baisser les crédits de ce programme et appellent le Gouvernement à lever le gage.